

Le monde est-il en danger de mort?

Alain Touraine

Introduction

Nous sommes sortis depuis longtemps, du moins je l'espère, de la représentation des rapports entre l'Occident et l'Orient qu'Edouard Saïd a si bien analysés et condamnés en analysant ce qu'on a appelé l'orientalisme. Les catastrophes et la barbarie qui ont traversé l'Europe tout au long du XXe siècle, à l'Ouest et plus longtemps encore à l'Est du continent, rendent impossible d'identifier l'Europe, et pourquoi ne pas dire ici le monde latin autant que le monde anglo-américain, à la civilisation et à la modernité. Mais en ce début de siècle nouveau, nous devons nous débarrasser avec la même vigueur de l'idée aussi dangereuse que superficielle qu'il existe plusieurs modernités, comme il existe plusieurs définitions de la démocratie. Je consacrerai un peu de temps tout à l'heure à l'opposition de la notion de moder-

nité, qui ne peut avoir qu'un sens universel, et de celle de voies de la modernisation, qui définit une pluralité de chemins vers la modernité, une pluralité de manières de faire du neuf avec du vieux car il n'existe pas, dans le monde entier, un seul pays qui n'ait fait du neuf qu'avec du neuf, même si quelquefois des Hollandais, des Anglais ou d'autres pionniers européens ont pu avoir l'illusion qu'ils étaient d'emblée et entièrement entrés dans la modernité.

Faut-il alors prendre une position plus critique et parler d'un mouvement mondial ou au moins multicontinental de libération des peuples et des cultures soumis, éliminant ce qui a été d'abord un pouvoir politique omniprésent et symbolisé par l'arme nucléaire et ce qui est devenu ensuite l'intégration de la plus grande partie de l'économie mondiale dans un système de réseaux financiers et d'entreprises transnationales qu'on a appelé la globalisation et dont personne ne doute qu'elle soit placée sous l'hégémonie des Etats-Unis? Cette réaction a été puissante; elle a rempli une grande partie du XXe siècle, en particulier sous sa forme principale, qu'on peut appeler le modèle léniniste-maoïste. Mais disons en très peu de mots, car je n'ai pas le temps ici de donner une analyse suffisante de ce que je vais évoquer: nous avons fait l'expérience que ces mouvements de libération, ou bien avaient échoué, ou bien avaient basculé dans des régimes totalitaires ou autoritaires ou bien encore avaient été suivis par des mouvements de restauration communautaire largement antimodernes, même s'ils utilisent des instruments modernes d'action et de communication.

Le moment me semble venu de rejeter toutes les solutions que l'histoire a essayées depuis un siècle et demi.

Non pas pour nous laisser aller à un nihilisme rhétorique dangereux, mais parce que nous touchons en ce moment, si je puis dire, le fond de l'histoire, c'est-à-dire le lieu extrême où il n'y a plus d'acteurs sociaux, ou peut-être même il n'y a plus de conflits ou d'affrontements, parce que l'ensemble du territoire humain est menacé de destruction totale. Depuis deux décennies, le thème de la catastrophe et plus généralement de la société du risque a été abondamment développé et il est vrai que nous avons tous gardé de ces analyses très originales une vive conscience de notre fragilité. Mais ce que je désigne en ce moment est à la fois plus limité et plus extrême encore. Il est particulièrement difficile pour moi-même, qui pendant toute ma vie ai insisté tellement sur le rôle des acteurs, leur capacité de transformer l'histoire au prix de conflits profonds mais en étant portés par une confiance en l'action humaine, de me placer en esprit à l'extrême opposé de cette pensée. Je dois le faire, comme chacun d'entre nous doit le faire en ce moment, quitte à pouvoir proposer le plus vite possible et le moins mal possible des méthodes, des stratégies, pour sortir de ce danger mortel.

Ce danger a aujourd'hui le nom qu'il a toujours eu: la guerre, qui n'est pas un accident, qui a été peut-être mais qui n'est certainement plus un élément d'une stratégie qui comporte d'autres éléments plus positifs. Je choisis comme référence directe au lieu qui est aujourd'hui le centre du monde, ce morceau de terre et de côtes où s'affrontent l'Etat d'Israël et les Palestiniens qui luttent pour constituer un Etat national palestinien. Depuis longtemps, mais surtout depuis le début de la deuxième Intifada, il y a trois ans, ce qu'on vit sur cette terre n'est plus un conflit, une rivalité; c'est une

guerre à mort, une guerre où chaque camp compte chaque jour les morts qu'il a subies mais surtout les morts qu'il a infligés à l'autre camp. Au moment où nous sommes réunis, personne ne peut dire si cette guerre à mort aura une fin ou si, des deux côtés, on en viendra de plus en plus à des solutions qui nient l'existence de l'autre. Il y a peu de temps encore, nous avons connu des destructions massives de population et certaines d'entre elles n'ont pas terminé leur œuvre de mort, même si les journaux et les télévisions du monde entier se sont lassés d'énumérer les victimes fusillées, les villages brûlés, les cultures dévastées. Je sais bien que le monde entier n'est pas à feu et à sang et que nous sommes réunis ici librement et pour réfléchir entre nous et pour nous tous. Mais la mort est proche. Elle est tous les jours présente au Moyen-Orient; elle l'était hier en Espagne; elle le sera demain dans une autre ville d'Europe; elle a frappé les Etats-Unis il y a un peu plus de deux ans et il est probable qu'elle les frappera ou cherchera à les frapper encore. J'aimerais penser que nos débats et nos échanges amicaux se sont placés sous des auspices plus agréables et en effet nous avons passé ensemble des moments non seulement agréables mais de confiance mutuelle. Cependant, je me sens obligé de placer les réflexions finales que je vous sou mets dans l'ombre de la mort, sous le signe partout menaçant de la guerre. Et si je le fais, c'est parce que seule la conscience de la guerre peut nous obliger et nous inciter en même temps à chercher les conditions minimales de la paix qui seule nous permet de communiquer, d'apprendre à la fois à vivre ensemble et à respecter nos différences.

I

Nous appelons *guerre* un combat à mort entre des adversaires qui se définissent comme entièrement extérieurs l'un à l'autre, sans rien en commun. Ce que l'un gagne, l'autre le perd; il arrive aussi que les deux aient des pertes, comme ce fut le cas surtout avec la première guerre mondiale; il n'est pas possible que l'un et l'autre soient gagnants. Les catégories qui s'appliquent ici sont celles d'amis et d'ennemis et Karl Schmidt a eu raison d'opposer ces catégories à toutes celles qui sont définies par un conflit social, même s'il nous semble indispensable d'ajouter que la transformation des conflits sociaux en guerres est liée à l'installation de régimes eux-mêmes guerriers, c'est-à-dire autoritaires ou totalitaires, et donc à la destruction de la démocratie.

De l'autre côté, nous appelons *conflit* un affrontement, qui peut être violent mais qui se définit clairement à l'intérieur d'une société ou d'une culture, c'est-à-dire où les parties en présence, même quand le conflit qui les oppose est d'une grande profondeur, reconnaissent qu'elles ont quelque chose en commun, des ressources culturelles autour de l'appropriation sociale desquelles le conflit s'est déterminé. Qu'on considère les conflits de niveau le plus élevé comme ceux qu'on rassemble sous des noms comme révolution ou lutte de classes ou, au contraire, qu'on considère des tensions entre groupes d'intérêts opposés cherchant à conquérir des avantages, à défendre des privilèges ou à se débarrasser de charges jugées indues, tous les conflits sont limités, parce que tous sont des conflits *sur* quelque chose qui définit un terrain commun aux acteurs en conflit.

Une telle définition est indispensable à donner avant d'aborder les rapports entre les guerres et les conflits, car il faut reconnaître que les analyses et nos propres réactions sont souvent confuses, du simple fait que guerre et conflits se mêlent souvent. Même lorsque les enjeux sont très limités, le langage de la guerre est souvent employé. C'est la raison même pour laquelle les définitions qui viennent d'être données et qui sont en grande partie arbitraires sont indispensables, afin que nous puissions définir et comprendre des situations qui ont presque toujours plusieurs dimensions.

L'idée qui s'impose à nous avant toute autre et qui doit guider notre exploration, au moins au début, est qu'on assiste historiquement, dans les sociétés dites modernes ou en voie de modernisation, à une séparation croissante des guerres et des conflits, surtout à l'intérieur de chaque société. L'image que nous offre un passé encore proche est celle de la confusion des conflits sociaux et des guerres internationales. Aujourd'hui au contraire, ou au moins dans un passé très récent, nous avons pu avoir l'illusion que les conflits étaient de plus en plus fragmentés, que ce qui restait en commun entre les adversaires était de plus en plus important et peut-être que les guerres se manifestaient de plus en plus directement, sans passer par des intermédiaires économiques et politiques. La modernité n'a été nulle part donnée au départ comme un objectif et un plan d'action qui se seraient mis en place bien avant le déclenchement des processus de modernisation. C'est évidemment le contraire qui est vrai. Ce n'est pas la modernité qui a déclenché des processus de modernisation, c'est ceux-ci qui ont produit de la modernité,

mélangée à d'autres éléments, mais qui a pris son autonomie jusqu'à devenir une représentation du monde suffisamment forte et intégrée pour qu'on puisse, comme nous le faisons aujourd'hui, placer la modernité et son unicité en tête d'une analyse qui doit être complétée par l'étude comparative des divers modes de modernisation. Or la priorité historique qui appartient à la modernisation sur la modernité a comme conséquences directes la priorité de la guerre sur les conflits, ou au moins leur mélange et, a-t-il semblé à beaucoup, leur unité profonde. Le propre de la modernité est de définir et de contrôler ses propres mécanismes internes d'intégration, mais aussi de conflits et de changement. Au contraire, tous les processus de modernisation, quels qu'ils soient, ont été d'abord des processus de rupture, d'élimination, de mise à mort. La modernisation a parfois été associée à la conquête. Même les empires coloniaux, dont le bilan a si souvent été négatif, ont joué un rôle important de modernisation et dans des expressions comme: ouvrir des routes, rétablir la paix, installer des élites et des gouvernements locaux, la présence de la guerre et de sa violence est immédiatement visible. Elle l'est plus encore dans l'expérience historique des pays qui sont devenus les principaux créateurs de la modernité. Tous ces pays sont entrés dans leur processus accéléré de modernisation par une révolution. Cette notion a été en fait peu analysée, même si elle a été très largement, trop largement, utilisée. En fait, nous le savons bien, une révolution est l'association paradoxale mais nécessaire d'un saut vers la modernité, c'est-à-dire vers un cadre de références de plus en plus admis par tous, et la destruction d'un des adversaires considéré par l'autre com-

me un obstacle infranchissable à sa propre entrée dans la modernité. Cette double nature des révolutions est en général très clairement indiquée par les acteurs eux-mêmes. Il suffit ici d'évoquer deux exemples célèbres, situés le premier sinon dans la première série de révolutions, celles qui détruisirent des "anciens régimes", et des révolutions comme la révolution chinoise, qui ont continué longtemps à combiner une transformation sociale profonde avec une action guerrière. La Révolution française reste célèbre parce qu'elle a formulé mieux que toute autre les principes fondamentaux de la démocratie et plus largement de la modernité politique. La Déclaration du Jeu de Paume, du 20 juin 1789, l'abolition, le 4 août, des droits féodaux, la rédaction pendant ce même mois de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et aussi bien des mesures prises par la Législative et même la Convention constituent une transformation presque sans égale d'une société nationale. Mais dès le début, la violence guerrière apparaît, dans les émeutes de la faim qui éclatent rue Saint Antoine, dans la décapitation du gouverneur de la Bastille après la prise de cette prison où n'étaient retenus qu'un nombre faible de détenus. Rapidement, la dimension guerrière de la révolution s'impose à tous, étant donné la guerre déclenchée par les grandes puissances contre la Révolution et l'apparition de foyers de guerre civile, en particulier en Vendée. La Terreur fut une guerre et ne fut nullement un conflit. C'est très récemment que des historiens, et en particulier Charles Tilly, ont su découvrir derrière l'intervention militaire en Vendée la destruction d'une société agraire, aristocratique et paysanne, par une autre société, urbaine, marchande et bureaucratique

à la fois. L'histoire de France comparée à celle d'autres grands acteurs de la modernité a été presque constamment chargée d'une dimension guerrière; presque constamment le sang a coulé, les barricades se sont dressées et les pelotons d'exécution ont abattu aussi bien les réformateurs sociaux transformés en guerriers que les partisans de la violence comme accoucheuse de l'histoire. La Révolution soviétique est un exemple beaucoup plus faible de cette dualité d'orientations et de méthodes car, après ce qu'on a pu appeler la Révolution de Février, ce qu'on nomme la Révolution d'Octobre fut avant tout la prise de pouvoir par la violence et par la mobilisation du peuple et des marins du pouvoir d'Etat. Dès la fin de 1917, toute évolution sociale et politique autonome avait disparu et était passée sous le contrôle total du parti bolchévique. En revanche, la présence d'un conflit et d'un mouvement social, appuyés sur les paysans, a joué un rôle central dans la Révolution chinoise, surtout après la victoire militaire de Tchang Kaï-Chek qui fut suivie de la Longue Marche qui aboutit par la conjonction de forces sociales et militaires à l'entrée dans Pékin en 1949 et au renversement du régime ancien. A des degrés divers, toutes les grandes révolutions peuvent être analysées de la même manière, depuis la Révolution hollandaise et la deuxième Révolution anglaise de 1688 jusqu'à beaucoup des guerres de libération nationale qui furent en même temps des guerres dirigées contre une classe dirigeante étrangère ou même contre des colons, qui n'étaient pas tous riches, protégés par les armes étrangères.

Plus généralement, les grandes étapes de l'apparition et de la reconnaissance des *droits* a eu deux phases complé-

mentaires et opposées. Je viens de le dire à propos de la reconnaissance des droits civiques qui se fit au cœur de la révolution qui devait conduire à l'arrestation et à l'exécution du roi et de la reine en France. Un siècle plus tard, les luttes pour la reconnaissance des droits sociaux ont pris de la même manière deux formes opposées. La forme léniniste-maoïste fut la plus importante, celle qui souleva le plus grand nombre de pays en lutte; et de l'autre côté, la formation lente et difficile, mais qui est finalement sortie victorieuse du XXe siècle: la démocratie industrielle, la social-démocratie et sa manifestation principale, le *Welfare State*. Et nous vivons en ce moment même une dualité d'orientations comparable à propos des luttes pour la reconnaissance des droits culturels. Les communautarismes sont dominés par l'esprit de guerre et leur action est de même nature que celle des régimes communistes; en face, la reconnaissance des droits culturels et donc d'un certain multiculturalisme ou tout au moins de la recherche positive de communications interculturelles occupent à notre époque le même rôle que la découverte de la social-démocratie au tout début du XXe siècle, en Allemagne, en Angleterre et dans les pays du Nord de l'Europe.

Dans beaucoup de parties du monde, le terrorisme l'a emporté, terrorisme jacobin et montagnard, terrorisme léniniste, terrorisme maoïste. Mais un demi-siècle après la chute du nazisme et quinze ans après la chute de l'empire soviétique et de son régime, nous avons été tentés de penser que les problèmes de la société civile l'emportaient décidément sur ceux de l'Etat et que les conflits allaient remplacer les guerres, idée moins naïve que celle du XIXe siècle qui a cru que

le progrès industriel rendrait inutiles et improductives les grèves. Nous avons vu se développer sous nos yeux l'espace des conflits conscients de leurs limites et soucieux du rôle des arbitres ou des médiateurs qui sont partout en grand nombre. Des penseurs libéraux comme Raymond Aron ont insisté sur ce mélange de conflictualité et de modération ou d'autolimitation qui a caractérisé pendant plusieurs décennies et dans certains cas pendant tout un siècle les sociétés modernes. Car c'est bien de la société moderne qu'il s'agit maintenant. Aucune société n'est entièrement moderne, n'est entièrement gouvernée par la recherche de sa propre capacité d'intégration et de changement; mais dans un nombre croissant de situations, on voit se fragmenter, se limiter les conflits, se renforcer les méthodes de gestion des conflits, et en particulier s'étendre et se diversifier les modes d'intervention du droit. Dans le domaine des relations de travail, si les conflits de classes plus fondamentaux n'ont pas disparu, le domaine des *labor relations* n'a pas cessé de s'étendre, à mesure surtout qu'augmentaient les interventions de l'Etat. Quelques-uns ont rêvé, après la chute du mur de Berlin, à la création de la paix éternelle. C'est avant tout le développement fulgurant des médias qui a encouragé cette vision optimiste, car rien n'est plus éloigné de la violence guerrière que l'image transportée par les médias dans tous les foyers. L'abondance même des scènes de violence que nous voyons, aussi bien dans les reportages sur des guerres que dans beaucoup de films et de téléfilms, font pénétrer en nous l'idée que la violence est un spectacle, qu'il y a donc des spectateurs qui ne sont pas des participants directs, ce qui démontre bien que la violence elle-même est encadrée

dans certaines limites, qu'elle ne crève pas tous les yeux, qu'elle n'interdit pas tous les regards et par conséquent qu'il demeure toujours possible de transformer une guerre en conflit. On comprend même que certains, pendant la période qui a suivi la chute du régime soviétique, aient cru pouvoir définir l'état du monde par le thème de la globalisation, c'est-à-dire d'un processus qui affecte tout le monde mais qui favorise au total les échanges, les mélanges et constitue un cadre d'organisation économique si large qu'il domine toutes les catégories politiques et guerrières qui semblaient avant, au moment de la construction des grands empires, créer des ensembles plus globaux que les grandes entreprises économiques ou financières. Aujourd'hui, c'est le contraire qui est affirmé avec le plus de force. Aucun acteur politique, aucune force militaire, ne peuvent arriver à un niveau mondial d'organisation et d'action, comme le font les réseaux financiers et les entreprises transnationales.

Cette tendance générale, qui a été observée par un si grand nombre d'analystes, a entraîné, de l'avis général, une fragmentation des conflits qui n'a laissé à aucun un rôle central, "surdéterminant". En même temps, beaucoup d'entre nous avons été intégrés dans des systèmes administratifs de plus en plus complexes, avec la formation d'Etats fédéraux, de quasi-Etats régionaux ou au moins de grands systèmes d'alliances. Les conflits apparaissaient partout, mais chaque fois plus particuliers, plus gérables et donc moins révolutionnaires. Même les pays qui avaient gardé après la seconde guerre mondiale de fortes références aux traditions révolutionnaires, par exemple la France et l'Italie, durent abandonner un vocabulaire et même des programmes politi-

ques qui n'avaient plus de répondants. Pendant les années soixante-dix du dernier siècle, des intellectuels et divers types d'activistes plus marginaux ont voulu rompre cette tendance molle à la recherche de négociations et d'accords. L'Italie a connu de longues et dramatiques années de plomb; l'Allemagne n'a connu qu'un épisode relativement court de terreur révolutionnaire et la France a été sauvée d'une dérive à l'italienne par le rapprochement des partis socialiste et communiste qui ouvrait un chemin au changement que les militants les plus radicaux pensaient pouvoir transformer, selon la vieille stratégie trotskiste, en foyers de mouvements révolutionnaires. Même les mouvements qui ont combattu le plus directement la globalisation et qui rapidement ont préféré s'appeler altermondialistes, avec raison, n'ont pas entièrement réussi à établir des liens solides entre une multiplicité de mouvements sociaux et une action beaucoup plus directement politique anti-américaine. C'est celle-ci qui est restée prédominante, mais autolimitée à des dénonciations, tandis qu'on apercevait déjà renaître l'esprit guerrier. Mais même si un nombre croissant de témoins et d'analystes s'inquiétaient des inégalités croissantes, de l'augmentation du nombre des exclus et des menaces qui portaient sur la diversité culturelle dans l'ordre humain autant que dans l'ordre végétal ou animal, le thème de la guerre est apparu pendant cette période, au total très brève, comme un thème relativement marginal. Il est vrai que les Nations Unies n'avaient pas la capacité d'empêcher ces guerres, mais celles-ci ne se répandaient pas, même si leur degré de violence était localement très élevé, et en Bosnie ou au Kosovo par exemple, certaines solutions étaient élaborées, insuffisantes

pour mettre fin aux violences guerrières mais assez fortes pour encourager la croyance au déclin de la violence guerrière. Il est impossible d'indiquer un point, une date, un lieu où la croyance au conflit aurait envahi jusqu'à un point extrême la vie interne des sociétés. En revanche, il est difficile de nier l'effet de surprise, de rupture, de catastrophe qui s'est installé dans une grande partie du monde à partir du 11 septembre 2001, comme si l'histoire était brusquement repartie en sens inverse du chemin qu'elle avait parcouru avec les progrès de la modernité et l'emprise croissante des principes intégrateurs de la modernité sur toutes les formes, même les plus violentes, de modernisation. Il est vrai que de grands analystes comme Samuel Huntington avaient annoncé que le choc des civilisations remplacerait les guerres entre les Etats. Vrai aussi que d'autres, comme André Malraux, ont annoncé que les problèmes spirituels occuperaient la même place centrale au XXI^e siècle que les problèmes économiques au XIX^e siècle et les problèmes proprement politiques au XX^e; mais l'importance des débats suscités par de telles déclarations n'a pas rompu la confiance croissante de la société civile en elle-même. Et si cette expression doit être employée ici, c'est bien parce qu'elle désigne un nouvel échelon de la société politique, qui est au plus loin de la capacité d'action guerrière des Etats et qui s'efforce d'élargir le champ politique et sa capacité de gérer aussi bien des problèmes locaux que des problèmes à très long terme auxquels les Etats nationaux ne sont pas capables de trouver des solutions.

Cette vision, à la fois inquiète et optimiste du monde, existe certainement encore. Néanmoins, presque personne

ne doute aujourd'hui que le 11 septembre 2001 a marqué un changement d'époque historique fondamental. Les Européens en ont pris mieux conscience au moment où l'attentat meurtrier de Madrid en mars 2004 a fait 200 morts et plus de 1.500 blessés. Tout d'un coup, des millions d'individus et des dizaines d'Etats se sont sentis menacés. L'image de la mort, qui avait été peu à peu écartée, après les grandes épidémies qui avaient presque détruit tant de villes européennes, revient brusquement parmi nous avec les bombes qui explosent dans les trains, sur les immeubles de bureaux ou près de centres de décision politique. Beaucoup se demandent: comment comprendre ce renversement brutal dans l'évolution du monde? N'est-il pas encore possible de penser que cette violence est déclenchée par des groupes terroristes restreints, terroristes ou fanatiques, et qu'il faut de toute urgence, au lieu de s'inquiéter pour la masse des hommes, éliminer les foyers forcément repérables d'où partent des actes de plus en plus nombreux et de plus en plus destructeurs?

Mais il n'est pas possible d'accepter une telle discontinuité. Avant d'imaginer un avenir, il faut s'interroger sur les causes de cette réapparition de la violence guerrière.

II

C'est une réaction assez habituelle de dire que l'enrichissement des pays modernes a laissé de côté une partie importante de la population, que la pauvreté se maintient ou s'étend et que l'exclusion devient pour certains de plus en plus durable. Une telle argumentation est bienvenue s'il

s'agit de se protéger contre la croyance naïve en une amélioration de la situation de tous, comme si les progrès de la civilisation matérielle se répartissaient naturellement de manière égale ou même de plus en plus juste sur l'ensemble de la population. Mais s'il s'agit de découvrir les causes de la violence et même de la rupture guerrière, il est impossible de dire que nos sociétés sont de plus en plus divisées par une frontière entre riches et pauvres. Ces frontières existent encore; elles existaient bien davantage dans le passé et la simple évocation soit des événements soit des œuvres littéraires du XIXe siècle anglais ou français nous rappelle la force immédiatement perceptible des distances et des différences de classes dans ces vieux pays industriels. C'est dans une tout autre direction qu'il faut porter l'analyse.

Une caractéristique ambiguë mais constamment présente de la modernité est ce qu'on pourrait appeler la destruction de la subjectivité ou des subjectivités. Non seulement parce que la consommation et la communication de masse imposent des modèles de consommation et de comportement qui tendent à être les mêmes dans différents pays et qui sont imposés par la publicité commerciale et par d'autres méthodes, mais l'idée de modernité est profondément liée à celle d'une élimination de plus en plus complète des représentations internes de la vie intime, de l'âme ou de quelque nom qu'on les nomme. La sécularisation, qui est le corollaire de la modernité, a réduit beaucoup l'influence des récits religieux. Toutes les formes de rationalisme, jusqu'au structuralisme, veulent découvrir les lois des conduites humaines ou de l'évolution historique, sans faire appel aux explications que les populations ont toujours donné de leur

destin ou en particulier de leur origine, en passant par le langage des mythes ou celui des religions. Depuis la fin du XIXe siècle, période où se sont formées les grandes pensées qui continuent à nous dominer, celles de Marx, de Nietzsche et de Freud, sans oublier la pensée de Durkheim qui voulait traiter les faits sociaux comme des “choses”, il a existé, dans les meilleurs des cas, une différenciation fortement hiérarchisée entre le monde supérieur de la raison et du calcul et du progrès et le monde local, inférieur, souvent même considéré comme féminin, du sentiment, de la vie familiale et intime. Mais surtout la pensée et la société modernes qu’il faut toujours définir comme l’association du rationalisme et de la reconnaissance des droits individuels, et qui par conséquent n’étaient pas nécessairement portées à nier la subjectivité, en fait ont suivi presque constamment cette orientation au nom d’un principe simple: une société moderne est de plus en plus différenciée et par conséquent les échanges y ont pris une importance croissante par rapport aux émotions, aux états de conscience qui se transmettent difficilement et qui, en particulier, utilisent difficilement les ressources du langage. Au cours des dernières décennies, le *linguistic turn* a exercé dans le même sens une influence considérable au point que beaucoup ont pensé que le but final était atteint, à savoir la suppression de toute référence non seulement à la subjectivité mais surtout à l’idée même de sujet qui apparaît comme une liberté qui échappe à l’étude, alors que ce sont les déterminants sociaux qui, seuls, peuvent offrir une base sérieuse à l’étude.

Il est difficile de parler en termes généraux de ce rejet de la subjectivité parce qu’elle a pris des formes très diverses,

depuis l'élimination de l'irrationnel et de la religiosité jusqu'à la place subalterne faite aux cultures traditionnelles, celles des populations autochtones ou celles des immigrants récents et jusqu'à la pénétration de modèles dits scientifiques dans la connaissance des conduites humaines. Mais nous pouvons isoler quelques aspects de ce refus de la subjectivité qui peuvent avoir joué un rôle — et continuer à le jouer — dans le retour de menaces qui pèsent sur la modernité. La première forme est celle de la perte de sens, c'est-à-dire dans des formes qui relèvent de la psychiatrie ou non, la multiplication des existences privées de sens, c'est-à-dire qui ne sont qu'une série de situations, d'incidents, de réactions, comme l'a dit avec le plus de profondeur Walter Benjamin. Une deuxième forme d'élimination de la subjectivité et qui porte en elle plus directement encore des menaces pour la société moderne est la disparition de plus en plus fréquente de toute référence au monde que j'ai décrit dans la première partie de cet article, le monde des conflits. Nous avons vu, à la fin du XIX^e siècle, au moment où la civilisation des métiers et des artisans déclinait, surgir des attentats anarchistes ou populistes menés au nom de ces catégories que l'histoire engloutissait. Le déclin relatif de la société industrielle et surtout du marxisme qui avait conquis une place considérable parce qu'elle disposait de l'appui soit du pouvoir politique soit de groupes idéologiquement puissants, laisse derrière lui des groupes portés vers l'action violente. C'est alors, à la fin des années soixante et surtout dans les années soixante-dix, qu'apparut dans le monde occidental la violence politique sous les formes et à une échelle qui étaient inconnues jusqu'alors, étant donné que les régimes

totalitaires semblaient avoir eu le monopole de cette violence, puisqu'ils l'avaient utilisée sur une échelle gigantesque, celle du génocide ou de ses équivalents. Aux Etats-Unis d'abord, avec les Weathermen, en Allemagne avec le groupe Baader Meinhof, en France avec les tentations des maoïstes qui ne furent arrêtés que par l'alliance électorale des socialistes et des communistes et que Jean-Paul Sartre lui-même avait encouragés, en Italie surtout avec les années de plomb durant lesquelles les Brigades Rouges, les Autonomes et d'autres groupes se livrèrent à des actions violentes et à des assassinats qui culminèrent avec la mise à mort d'Aldo Moro, leader démocrate-chrétien qui tentait d'établir une alliance avec le parti communiste, dans tous ces pays où le mouvement ouvrier organisé et en particulier le syndicalisme avaient fini de vivre leurs plus grandes heures, comme la grève Lip en France et l'automne chaud en Italie, la violence, souvent mais pas toujours menée au nom d'une classe ouvrière qui s'est toujours tenue éloignée de ces entreprises dangereuses, a déferlé. C'était le moment aussi où, en Amérique latine, l'influence de la guérilla réussie de Cuba avait entraîné l'apparition de quelques grandes guérillas rurales, en particulier au Vénézuéla et au Pérou, et surtout des mouvements révolutionnaires urbains, avant que ne se forme au Pérou le *Sentier Lumineux* qui mena une véritable guerre au gouvernement et que la Colombie éclate sous les coups de guérillas qui sont en fait des territoires occupés parfois depuis très longtemps par des groupes politiques qu'il n'est pas facile de distinguer de bandits ou de trafiquants de drogue. D'une manière nouvelle par son échelle et par la violence de ses actions se développe une politique de la vio-

lence que Michel Wieviorka a eu raison d'expliquer par la décomposition des luttes sociales. Explication qui concerne plus les anciens ou les nouveaux pays industriels que les autres, mais dont la vérité est indiscutable, étant donné que les mouvements armés eux-mêmes en appellent constamment au prolétariat, à la lutte des classes et également au front d'action entre les peuples colonisés et le prolétariat urbain appuyé par des idéologues. Faut-il voir ici un début d'explication de la violence extrême qui semble se répandre au début du XXI^e siècle? Cette hypothèse n'est pas convaincante. Parce qu'il s'agit bien de l'épuisement de la société industrielle, de ses combats, de ses idéologies et de ses formes de mobilisation. Les idées neuves sont ailleurs, dans les mouvements écologistes ou les mouvements féministes. Nous avons de la peine à comprendre aujourd'hui les discours et les textes des Brigades Rouges ou d'Action Directe en France. Il s'agit bien d'un effort désespéré pour rendre la "conscience" au prolétariat qui se laisse manipuler par la société de consommation et les propagandes d'un capitalisme devenu tout puissant. C'est parce que ces violences héritées du siècle passé ne nous semblent pas porteuses d'avenir que nous sommes encore plus impressionnés par d'autres sources de violence qui semblent, elles, chargées d'avenir et par conséquent destinées à se développer, ce que les témoins n'ont jamais pensé, même aux pires moments des années de plomb en Italie.

Les progrès très rapides du monde industriel ont creusé un fossé de plus en plus profond entre les pays ou les régions dont le mode de développement leur avait permis d'accéder de bonne heure et très largement à la modernité et les autres

pays qui, paralysés par la force de structures politiques et sociales anciennes et d'idéologies soit nationalistes, soit révolutionnaires tournées vers le passé, n'ont pas réussi à entrer dans la modernité et se sentent de plus en plus enfermés dans des barrières qu'il leur est de plus en plus impossible de renverser. Au cœur même des pays développés et surtout de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, on a vu apparaître des mouvements menés au nom des peuples autochtones qu'on pourrait appeler les peuples premiers, pour reprendre l'expression employée par Jacques Chirac pour nommer leurs arts, et des actes de violence se manifester, mais qui pouvaient n'apparaître souvent que comme la continuation de la violente conquête de ces peuples et de leurs territoires par de nouveaux colonisateurs. Il suffit ici de mentionner la conquête de l'Ouest par les Etats-Unis et la création de réserves où bien des populations indiennes se sont décomposées dans l'alcoolisme, les drogues et le refus de travailler, dans une zone à la fois protégée et mise à l'écart. On a vu en Europe des populations qui se sentaient considérées comme marginales se soulever, bien que leur action ait en général été sans espoir, puisque le modèle de l'Etat national, qui était leur idéal, était déjà fortement atteint par le développement de la mondialisation économique et culturelle. Il est remarquable que les nationalités qui ont réussi dans leur volonté de survie et même de nouveau développement, comme les Catalans et les Québécois, aient très peu recouru à la violence, seulement en 1970 dans le cas des Québécois. Les phénomènes majeurs ne s'observent ni au niveau local ni au niveau national ou même régional. C'est bien la mondialisation, qu'on nomme aussi la globalisation,

qui a représenté une forme nouvelle d'impérialisme, au sens où ce mot avait été inventé au début du XXe siècle, c'est-à-dire le triomphe du capitalisme financier sur le capitalisme industriel et l'extension au monde entier des opérations financières. C'est bien dans l'idée de globalisation qu'il faut chercher l'explication du retour de la guerre comme processus politique principal. La globalisation affaiblit, dit-on le plus souvent, les Etats nationaux. Il est plus juste de dire qu'elle a poursuivi l'œuvre de destruction des anciens empires, œuvre qui avait commencé au début du XXe siècle avec la décomposition de l'empire turc, puis celle de l'empire austro-hongrois et qui a pris des proportions immenses avec la décomposition de l'Union Soviétique en 1989. Les Etats nationaux comme tels, là où ils étaient constitués solidement, ont résisté à la globalisation, parfois même pour s'y identifier, comme dans le cas des Etats-Unis ou du Japon, parfois pour essayer de créer un super-Etat national, tentative européenne qui a à la fois remporté de grands succès économiques et n'a pas débouché sur la création d'une véritable capacité d'action politique. Mais au-delà de ces phénomènes qui ne transforment pas profondément le paysage mondial, on a assisté, depuis plus d'un siècle, à l'échec de plus en plus dramatique des tentatives de création d'Etats nationaux et d'entrée dans la modernité. Très particulier est l'exemple turc, pays colonisateur et non colonisé qui a connu, après la chute de son empire, une laïcisation autoritaire imposée surtout par les militaires, ce qui lui a permis de résister à la fois à la poussée islamiste et au mouvement kurde, l'un et l'autre traités par des méthodes répressives brutales, mais pays qui a connu et connaît une véritable modernisa-

tion, où les éléments de la modernité sont déjà très présents, ce qui explique que malgré de fortes résistances l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne soit aujourd'hui prévue et, j'ajoute, souhaitable. Le cas de l'Iran aurait pu être le même, étant donné la rapidité et la profondeur des réformes introduites par la dynastie des Pahlevi, mais c'est finalement un pouvoir théocratique qui a renversé le dernier Shah et qui a créé une République islamique qui, malgré l'évolution de la société, maintient un pouvoir absolu que n'ont pas ébranlé les réformateurs modérés qui n'ont pas osé déclencher une crise ouverte. Mais ailleurs et en particulier dans les nombreux pays qui ont été colonisés, dont l'Etat est faible et en même temps qui sont directement exposés à l'influence économique, politique et culturelle des pays les plus puissants, le fait dominant est l'échec des tentatives de modernisation. Le cas emblématique est celui de l'Egypte, poussée vers la modernisation dès le début du XIXe siècle, qui a tenté de se libérer de l'emprise anglaise et de se moderniser à la fin du XIXe siècle, puis qui a poussé plus loin que les autres pays une politique nationaliste, celle de Nasser qui a remporté assez de succès pour donner l'impression de sa victoire, mais qui a perdu rapidement de sa force avant que monte l'influence des Frères Musulmans et que l'assassinat du Président Sadate marque l'échec de la grande tentative de nationalisme modernisateur. Les pays gouvernés par le Baas ont connu une expérience analogue. Le cas le plus dramatique est encore celui de l'Algérie où les gouvernements, nés de la libération nationale, se sont révélés incapables d'unifier le pays et de le faire entrer dans l'économie moderne malgré la présence massive d'hydrocarbures sur le terri-

toire algérien. Entre l'Occident dominé par les Etats-Unis, partiellement relayés par l'Union Européenne, la Russie tellement affaiblie qu'une alliance étroite avec les Etats-Unis est pour elle une priorité absolue, et la Chine qui maintient un régime autoritaire pendant qu'elle transforme sur une grande échelle son économie dont le poids mondial sera bientôt une menace directe pour les Etats-Unis, s'étend une zone politiquement faible, où les nationalismes se sont révélés incapables de transformer la société et de moderniser l'économie. Cette zone n'est pas d'une nature différente de la plus grande partie de l'Afrique qui, elle aussi, à l'ombre des pays européens et en partie à cause de la présence du pétrole dans plusieurs pays, a été incapable de construire des Etats post-coloniaux. On peut même trouver des exemples de cette évolution dans certaines zones, les plus pauvres et les plus isolées, de l'Amérique latine, comme Haïti ou partiellement la Bolivie, sans mentionner ici l'affaiblissement relatif du Mexique, désormais *junior partner* de l'économie américaine plutôt que participant actif des tentatives de redressement de l'Amérique latine. Ces vastes territoires semblent impuissants à créer des forces de gestion, de mobilisation et de résistance capables de s'opposer à la domination impersonnelle d'une économie globalisée ou à la puissance militaire américaine lorsqu'elle se manifeste activement, comme après le 11 septembre 2001. Autant les foyers de violence à l'intérieur du monde moderne sont limités, autant au-delà de ce qui apparaît comme un nouveau *limes*, on voit partout les efforts de modernisation échouer, l'écart entre pays riches et pauvres augmenter et la violence se répandre partout en s'appuyant sur la faiblesse et surtout

la corruption des autorités politiques, militaires et policières.

Telle est la situation du monde au début du XXI^e siècle. D'un côté une hégémonie croissante des Etats-Unis que jusqu'à présent une Europe économiquement intégrée mais politiquement désunie n'a pas réussi à limiter, et un Japon qui reste fidèle au monde trilatéral, en particulier à cause de la montée spectaculaire de la Chine à ses côtés. De l'autre côté, s'il existe quelques tentatives de modernisation, dirigées par des Etats plus ou moins nationaux, comme c'est le cas aussi au Maroc, comme ce fut le cas longtemps en Inde, c'est la désorganisation, la perte de contrôle politique et d'intégration nationale qui l'emporte. Dans le cas le plus important, celui de la zone arabo-musulmane, après l'échec des nationalismes on a assisté à la volonté de créer des Etats islamiques, non seulement en Iran mais aussi au Soudan, et même en Algérie et on a vu en Arabie Saoudite s'étendre l'influence des Wahabites et des tendances les plus extrêmes et donc agressives de l'islam. Cette coupure du monde en deux, créée ou aggravée par ce qu'on a appelé la globalisation et qui a dominé sans partage la brève période qui est allée de la chute du régime soviétique symbolisée par la destruction du mur de Berlin jusqu'à l'attentat qui a détruit les tours du World Trade Center à New York en 2001, a rendu visible la destruction des instances politiques, sociales et culturelles face à la domination mondiale de l'économie. Cette situation extrême a entraîné une crise de l'opinion et en particulier du monde intellectuel des pays occidentaux qui voudraient limiter le pouvoir des Etats-Unis, comme c'est le cas de la Chine, mais surtout on a assisté dans

plusieurs grandes zones du monde à une décomposition accélérée de la capacité d'action politique, de modernisation économique et de renouvellement idéologique ou intellectuel. Il s'agit là d'un phénomène en partie de même nature que la prolétarianisation qui avait ruiné les sociétés rurales et marchandes en Grande-Bretagne et dans les premiers pays industriels, y compris les Etats-Unis. Mais il s'agit en fait d'une situation de rupture qui n'a presque plus aucun contenu de conflit social. Ceux qui expliquent la politique américaine par la volonté de ce pays de contrôler le pétrole se trompent autant que ceux qui avaient cherché à expliquer le nazisme comme un agent politique et militaire au service du grand capitalisme, alors que c'était plutôt la relation contraire qui correspondait à la réalité. Il devient de plus en plus clairement impossible à une grande partie du monde d'entrer dans la modernité, d'élaborer des modèles de modernisation et par conséquent de créer et de gérer des conflits sociaux. On assiste à un recul massif de ces conflits sociaux, des analyses et des combats fondés sur l'idée de la lutte des classes ou, plus largement, des conflits ouverts inévitables entre groupes et classes sociaux opposés. Alors que les conflits sociaux perdent de leur importance dans les pays modernisés du fait de la diversification des populations et de l'augmentation de la consommation marchande, on voit de plus en plus une partie importante du monde échapper à la puissance économique de la globalisation et par conséquent aussi à l'emprise politique et idéologique des Etats-Unis, même si cette emprise se cache derrière l'image plus impersonnelle de la globalisation.

La logique du conflit social disparaît ou s'affaiblit et dans le vide ainsi créé, si on voit se développer ici ou là des formes de désorganisation sociale qui ne peuvent pas se traduire en une action belliqueuse, on voit dans de nombreux cas apparaître ou se renforcer l'esprit de guerre.

Aujourd'hui, le monde modernisé ne se sent pas attaqué par des armées hostiles; il n'a pas encore été menacé par des pays qui possèdent l'arme nucléaire mais, après l'échec, sensible surtout en Iran, de la construction de républiques islamistes, on voit se former des groupes armés qui parfois agissent au nom d'un sentiment national mais plus souvent au nom d'un sentiment religieux et d'une volonté de détruire de l'intérieur leur adversaire.

Les actions qui ont précédé et suivi le grand attentat du 11 septembre ne sont pas inspirées par la volonté de créer un Etat d'un nouveau type, en particulier ouvertement islamiste. Les auteurs de l'attentat semblent être plutôt des membres de réseaux qui avaient pénétré profondément dans la société occidentale, en particulier en y faisant des études avancées mais qui se sont retournés contre cette société, ont redonné une importance centrale à leur foi et, en dehors de tout mouvement national organisé, ont préparé des attentats destinés à répandre la terreur. La population des pays occidentaux répond avec une sensibilité extrême à ces attentats. On l'avait déjà vu à Paris lorsqu'avait eu lieu une série d'attentats qui avaient fait plusieurs morts, mais l'attentat perpétré dans les trains de banlieue arrivant à Madrid en mars 2004, que le gouvernement espagnol a été forcé d'attribuer à Al Qaïda, a répandu la terreur non seulement dans toute Espagne mais dans toute l'Europe qui se sent me-

nacée, certains pays parce qu'ils ont agi comme des "croisés" dans la guerre d'Irak, d'autres pour une raison ou pour une autre, comme la loi contre le port du voile à l'école, mesure somme toute assez limitée, dans le cas français. S'agit-il d'une guerre déclarée à l'Occident? La distance entre ces attentats et une attaque massive n'est pas très grande et peut être facilement parcourue. De là la panique qui s'est créée lorsqu'on a appris que le principal groupe de spécialistes de l'énergie nucléaire pakistanaise a répandu des techniques de fabrication de l'arme nucléaire dans différents pays. Même si les nouveaux pays qui possèdent l'arme nucléaire n'ont pas en général tout l'équipement nécessaire pour lancer une grande attaque contre un pays lointain, plusieurs pays peuvent indiscutablement transporter une bombe atomique et provoquer une catastrophe dans une capitale que les dirigeants religieux et politiques considéreront comme hostile. Inversement, on voit mal ces attaques ponctuelles, même si elles se multiplient, exprimer un conflit social fondamental. Autant les problèmes économiques apparaissaient comme les plus importants de tous au moment où on se mit à parler de globalisation, autant depuis 2001 ces problèmes eux-mêmes sont passés au second plan. Il a fallu que les élections présidentielles américaines s'approchent pour que le président Bush parle d'économie, en une période où la reprise de l'activité est d'ailleurs sensible aux Etats-Unis mêmes. Mais l'opinion publique semble, en particulier en Amérique, attacher plus d'importance à la politique de guerre ou de paix qu'à la politique économique et même sociale du gouvernement.

Est-il possible de prévoir une extension ou une transformation des mouvements sociaux actuels en grands conflits sociaux et politiques ou faut-il penser que les attentats récents s'inscrivent dans une logique d'exportation de la terreur, créant ainsi un trouble politique profond chez beaucoup d'alliés des Etats-Unis? On ne voit pas à l'heure actuelle de signes de transformation des initiatives récentes en grands combats économiques et sociaux. A mesure que s'affaiblissait le niveau des conflits dans les sociétés modernes et surtout que ceux-ci se diversifiaient et se fragmentaient, on a vu et on voit monter des conduites de rupture, recourant d'emblée aux formes de violence les plus dramatiques et dont il ne semble plus impossible qu'elles puissent conduire jusqu'au déclenchement d'un conflit nucléaire. Aucun grand pays occidental ne peut se considérer comme étant à l'abri d'une attaque massive, dirigée contre la population, des monuments chargés de symboles ou des centres de décision politique. Les XVIIIe et XIXe siècles ont été clairement dominés par des conflits sociaux et on a souvent dit qu'au XIXe siècle, le continent n'avait presque pas connu de grandes crises guerrières, à l'exception de la guerre de 1870-71 franco-allemande, car la guerre civile américaine ne fut que l'aboutissement militaire d'un conflit social et économique, de la destruction du Sud et de son économie de plantations et d'esclavage par le Nord, déjà fortement engagé dans une économie industrielle et une civilisation urbaine. Le XXe siècle fut, sous des formes dramatiques, celui du retour à la logique de l'Etat totalitaire dont l'action est toujours commandée par des buts militaires plutôt que par des objectifs économiques. On pouvait au contraire, à la fin de

ce XXe siècle et au début du nôtre, penser que les problèmes économiques et les conflits sociaux qui les accompagnent avaient repris le dessus et pour longtemps, étant donné l'importance des transformations technologiques en cours. Il est logique que beaucoup d'observateurs cherchent à maintenir cette vision et à annoncer de nouveaux conflits sociaux. Ceux-ci, en réalité, sont possibles ou tout au moins leurs thèmes sont présents et leurs militants sont préparés à s'engager, mais ne sont pas orientés, en particulier dans le féminisme et dans l'écologie politique, vers une action violente, guerrière. Ils visent plutôt la transformation des mœurs par l'abandon de normes anciennes et le développement rapide de nouvelles pratiques. Ce qui les éloigne de plus en plus de notre expérience "révolutionnaire". Cette complémentarité des conflits sociaux et de la violence guerrière, qui a été si présente au milieu des grandes crises révolutionnaires et aussi des grandes grèves ouvrières, a été nettement remplacée par une séparation profonde, qui semble aujourd'hui insurmontable, entre des actions et des discours de transformation plus culturelle que sociale et plus sociale que politique et de l'autre côté l'extension de lieux de résistance active contre une domination qui fut d'abord économique mais qui s'est progressivement et surtout à partir de 2001 transformée en une hégémonie politique. L'ensemble du monde occidental semble à l'abri de graves crises sociales, même si les mécontentements y sont nombreux et actifs. En revanche, des foyers de violence s'y multiplient et surtout la violence y prend des formes extrêmes, comme celle des attentats suicides où un militant sacrifie sa vie en même temps qu'il détruit celle de ses adversaires. Il

faut conclure que nous nous approchons davantage d'une zone de troubles guerriers que d'une zone de conflits économiques et sociaux.

Questions finales

Que pouvons-nous faire? Il est impossible d'éviter cette question, d'autant qu'une très vive pression des Etats-Unis s'exerce sur les opinions publiques et surtout sur les gouvernements européens et que nous pouvons être amenés, en cas d'attentats éclatant sur le sol européen, à faire face à des réactions populaires immédiatement extrêmes, de panique comme de volonté de punition. Il est impossible de rester dans la passivité puisque la pression exercée par les Etats-Unis sur les opinions publiques et surtout sur les gouvernements européens est extrême. Les Américains ont eu raison de reprocher aux Européens leur absence de volonté et de décision, face à la violence déchaînée, en particulier dans l'ex-Yougoslavie. Mais si les Européens sont frappés par de nouveaux attentats à Milan, à Paris, à Berlin, vont-ils rejoindre les Américains dans une croisade mondiale contre le mal qui pourrait aboutir à une invasion de la plus grande partie du monde arabe, à l'élimination des foyers principaux de l'action terroriste et en premier lieu de l'Arabie Saoudite? Une telle hypothèse semble très improbable, étant donné que l'opinion publique en Europe et en particulier en Allemagne se mobilise facilement contre les interventions américaines mais n'a jamais fait preuve d'une forte disposition à appuyer des gouvernements européens qui prendraient des mesures positives. Même la position française dans la guer-

re d'Irak, qui a consisté en un rappel au droit international et en un appel à l'ONU est loin d'avoir fait l'unanimité en Europe.

La seule réponse rationnelle possible consisterait pour l'Europe à se donner enfin une politique internationale, une position géopolitique, et en particulier à définir une stratégie à l'égard du monde musulman. Il existe des possibilités de négociation avec des pays comme la Turquie, l'Iran, le Maroc et probablement d'autres. De telles négociations peuvent se faire sur la base d'une acceptation par tous des principes fondamentaux de la modernité, c'est-à-dire de la pensée rationnelle et du respect des droits individuels, mais d'une acceptation en même temps par les pays les plus "modernes" de la diversité des modes de modernisation et en particulier de toutes les tentatives pour combiner, au moins jusqu'à un certain point, un héritage culturel avec la participation aux activités économiques du monde entier. Mais de telles initiatives ne sont pas possibles en ce moment car l'Europe ne s'est pas encore donné la possibilité d'élaborer une politique internationale. Le projet de Constitution européenne, élaborée par la Convention, prévoyait explicitement de faire d'un ministre des Affaires Etrangères européen une des principales personnalités dirigeantes de la nouvelle Europe. Cette disposition a été rejetée avec l'ensemble du texte, en particulier sur l'initiative de l'Espagne et de la Pologne, mais il n'est nullement impossible que le projet de Constitution soit repris sous une forme légèrement différente, de façon à tenir compte des intérêts de chacun des pays. L'entrée de la Turquie en Europe est déjà assez préparée pour que les Européens, qui sont également forte-

ment engagés au Moyen-Orient du côté des Palestiniens, cherchent à élaborer des solutions, qui concerneraient aussi Israël, alors même que le Président Bush n'a fait aucun progrès pour la solution de ce problème central et n'obtient que des succès limités, quoique non négligeables, dans la reconstruction de l'Irak. Les Européens devraient considérer comme leur priorité principale au niveau international l'aboutissement rapide de négociations avec des parties importantes du monde islamique. Faut-il pousser plus loin cette suggestion optimiste et penser que le monde entier pourrait à nouveau s'engager dans la voie des conflits sociaux et culturels en limitant le recours à la guerre et à la terreur? Il semble qu'une partie importante des dirigeants américains croient que leur pays est engagé dans une situation de guerre pour une longue période, parce qu'ils pensent souvent que la confrontation avec une Chine devenue très puissante avant le milieu du XXI^e siècle sera inévitable. Cette hypothèse est suffisamment solide pour qu'elle entre dans nos propres raisonnements et nous renforce dans la conviction qu'il est urgent et pas seulement indispensable de trouver des modes de coexistence, non seulement avec le monde musulman mais aussi avec les autres parties du monde. On voudrait par exemple, avant même que soit élaborée une politique à l'égard de la Chine, que les pays européens donnent enfin, sinon à l'ensemble de l'Amérique latine, du moins à un Mercosur à la fois élargi et plus nettement dominé par le Brésil, l'appui nécessaire pour que l'Europe devienne un partenaire économique prédominant dans cette partie du monde. Mais la conclusion qui s'impose aujourd'hui à nous au-delà de toute réflexion sur les avenir possibles,

c'est la nécessité d'abandonner l'idée qui nous semblait tellement évidente au XIXe siècle que les conflits sociaux allaient remplacer les guerres et que les conflits sociaux eux-mêmes allaient trouver des solutions de plus en plus faciles à mesure que l'Etat allait au-delà de ses procédures électorales, devenait un partenaire puissant des conflits sociaux et culturels et contribuait à la solution de beaucoup d'entre eux. Non seulement cet optimisme a été démenti au XXe siècle, qui restera dans l'histoire le siècle des totalitarismes, mais après une brève période qui a semblé dominée par le thème économique et social de la globalisation, nous sommes retombés brutalement dans une situation où la logique de la guerre et même de la guerre sainte et de la croisade s'est imposée à nous. Cela ne veut nullement dire qu'il faille stopper toutes les initiatives prises pour faire avancer la solution des problèmes sociaux ou l'amélioration des législations, mais que désormais et pour une période probablement longue, nous sommes à nouveau placés sous la menace des foudres de la guerre. Menace d'autant plus grave qu'elle peut être lancée et appliquée par des groupes plus restreints ou des gouvernements plus faibles et non pas comme le résultat d'un affrontement entre grandes puissances, comme ce fut le cas en 1939-1945. Dans l'immédiat, notre devoir le plus urgent est d'acquiescer à une volonté d'intervention qui est encore presque complètement absente en Europe, alors qu'elle est présente aux Etats-Unis et qu'elle conduit ce dernier pays vers des solutions auxquelles nous devons être activement opposés. Nous devons reconnaître lucidement la domination de la logique de la guerre afin de retrouver le sens de nos responsabilités, et de nous dégager complète-

ment de la rhétorique de la globalisation qui nous enlevait toute autonomie et donc toute responsabilité. On attend des Occidentaux — puis-je dire même qu'on attend en particulier des pays du monde latin? — de grandes initiatives qui donnent à certains pays la possibilité de faire des choix et de mener à bien des politiques assez opposées à celles des Etats-Unis, qui accroissent les risques de guerre, pour être capables de défendre les chances de la paix. Notre rencontre ici est d'autant plus importante qu'elle repose sur une conscience plus aiguë de la gravité des dangers et sur une volonté plus ferme de nous opposer à tout ce qui est guerre sainte, croisade, action de mort. Vouloir s'en remettre à la terreur, à l'attentat ou à l'envoi de troupes puissamment armées ne fait que nous engager plus avant sur le chemin de la guerre. Nous sommes ici, dans cette bibliothèque d'Alexandrie, symbole de l'universalisme du savoir, pour affirmer notre volonté de vivre ensemble, c'est-à-dire de combattre ensemble les forces de mort.